



**PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Accord-cadre de mise à disposition de personnels pour
des prestations de services à domicile au sein des
résidences des autorités préfectorales de la préfecture de
la région d'Île-de-France et de Paris**

**ADDENDUM AU RÈGLEMENT DE CONSULTATION
(ARC)**

Date limite de remise des offres :
04 juillet 2025 à 17 h 00 (heure de Paris)

**TRANSMISSION OBLIGATOIRE DES PLIS PAR VOIE
DÉMATÉRIALISÉE**

Le présent addendum au RC contient, hors page de garde, 6 pages

Représentant du pouvoir adjudicateur : Le Préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris.

Procédure de passation : Procédure adaptée conformément à l'article R. 2123-1 3° du code de la commande publique.

Référence de la consultation : 2025_RESIDENCESPREFECTORALES_PRIF

ADDENDUM – MODALITÉS DE LA CONSULTATION DÉMATÉRIALISÉE

La présente consultation est passée en application du code de la commande publique et de l'arrêté d'application du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

Dans les pages suivantes, il est fait référence à la plate-forme des achats de l'État (PLACE) accessible à l'adresse :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

La PLACE est libre d'accès et permet les échanges des documents dans le cadre de la consultation.

Les candidats ont la possibilité de consulter les avis publiés sur le site, retirer le dossier de consultation des entreprises, poser des questions à son propos, déposer leur offre et être tenus informés des rejets éventuels.

Les candidats se réfèrent aux prérequis techniques et aux conditions générales d'utilisation disponible sur la PLACE pour toute action sur ledit site.

Un manuel d'utilisation y est également disponible afin de faciliter le maniement de la plate-forme.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Les candidats sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

I. Certification et signature électronique

Les candidats de l'accord-cadre peuvent signer leurs offres électroniquement.

A. Les exigences relatives aux certificats de signature électronique du signataire

Le certificat de signature électronique (CSE) du signataire doit respecter au moins le niveau de sécurité préconisé.

1^{er} cas : Certificat émis par une autorité de certification « reconnue »

Le certificat de signature est émis par une autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance suivantes :

- Si l'autorité est française : sur le portail de la direction générale de la modernisation de l'État à l'adresse suivante :
<https://www.numerique.gouv.fr/publications/referentiel-general-de-securite/>

(Rubrique « autour du RGS » en bas à droite, onglet « référencement RGS » puis « liste des offres référencées »)

- Si l'autorité se trouve dans un autre État membre de l'Union européenne : sur le site de la commission européenne à l'adresse suivante :

<https://ec.europa.eu/digital-building-blocks/sites/display/DIGITAL/Digital+Homepage>

Dans ce cas, le candidat n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

2^{ème} cas : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance

La plateforme de dématérialisation « PLACE » accepte tous certificats de signature électronique présentant des conditions de sécurité équivalentes à celles du référentiel général de sécurité (RGS).

Le candidat transmet au représentant du pouvoir adjudicateur les éléments permettant de vérifier que le certificat présente un niveau de sécurité équivalent ou supérieur au niveau du RGS et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Les frais éventuels d'acquisition du certificat de signature sont à la charge des candidats.

Ces éléments doivent être fournis en langue française.

Tout certificat ne présentant pas des normes de sécurité équivalentes ou supérieures n'est pas pris en compte.

Justificatifs de conformité à produire

Le signataire transmet les informations suivantes :

- La procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé : preuve de la qualification de l'Autorité de certification, la politique de certification...

- Le candidat fournit notamment les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation.
- L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

B. Outils de signature utilisé pour signer les fichiers

Les candidats utilisent l'outil de signature de son choix.

1^{er} cas : Le candidat utilise l'outil de signature de PLACE

Dans ce cas, le candidat est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information.

2^{ème} cas : Lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE, il doit respecter les deux obligations suivantes :

1. Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES.
2. Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Dans ce cas, le signataire indique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant notamment :

- Le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré, avec une notice d'explication et les prérequis d'installation (type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, etc.). La fourniture d'une notice en français est souhaitée.
- Le mode de vérification alternatif (exemple : un contact technique à joindre) en cas d'installation impossible pour le représentant du pouvoir adjudicateur (contact à joindre, support distant, support sur site etc.).

II. Dépôt de l'offre

Le dépôt s'effectue uniquement en utilisant la fonctionnalité de dépôt de plis de la plate-forme.

La fonctionnalité de « Messagerie sécurisée » de PLACE ne doit pas être utilisée par le candidat pour déposer son pli. Celle-ci est réservée aux échanges et autres questions avec le représentant du pouvoir adjudicateur avant la date limite de remise des offres.

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés.

Tout pli qui parvient au-delà du délai mentionné supra est considéré comme hors délai.

Un message indique aux candidats que l'opération de dépôt de la réponse a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception leur est adressé par courrier électronique précisant la date et l'heure de réception.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie aux candidats que leur réponse n'est pas parvenue au représentant du pouvoir adjudicateur.

III. Format des fichiers

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par le représentant du pouvoir adjudicateur, le candidat dispose du logiciel Zip.

Les candidats sont invités à :

- A ne pas utiliser certains formats, notamment les « . exe », « . com », « . scr ».
- A ne pas utiliser certains outils, notamment les macros, ActiveX, Applets, scripts.

Dans le cas d'un fichier incompatible avec les logiciels du représentant du pouvoir adjudicateur, ce dernier se réserve le droit de demander aux candidats, l'envoi du document par tout moyen à sa convenance dans un délai de quarante-huit (48) heures suivant la demande du représentant du pouvoir adjudicateur.

IV. Anti-virus

Les candidats s'assurent avant de soumettre leur candidature et leurs offres que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

Tout fichier constitutif de la candidature ou de l'offre doit être traité préalablement par le candidat par un anti-virus.

Si un programme informatique malveillant est détecté par le représentant du pouvoir adjudicateur dans un fichier transmis par voie électronique ou dans une copie de sauvegarde ouverte régulièrement, le fichier peut être réparé.

Lorsqu'elles sont accompagnées d'une copie de sauvegarde, les offres et les candidatures transmises par voie électronique dans lesquelles un virus est détecté, ne font pas l'objet d'une réparation.

Dans ce cas, la copie de sauvegarde est ouverte.

Une fois la réparation réussie, la procédure peut suivre son cours.

Si le fichier ne peut être réparé, le représentant du pouvoir adjudicateur doit considérer ce document comme nul ou incomplet.

Le candidat en est informé conformément à la législation en vigueur.

V. Copie de sauvegarde

Les candidats peuvent transmettre au représentant du pouvoir adjudicateur, en complément du dépôt de leurs plis (obligatoirement par voie dématérialisée) une copie de sauvegarde de leur candidature et leurs offres dans un support physique électronique, type clé USB, ou un support papier dans le même délai imparti pour la consultation à l'adresse suivante :

Préfecture de la région d'Île-de-France
Secrétariat général aux moyens mutualisés
Bureau Régional des Achats
5 rue Leblanc
75911 PARIS CEDEX

La copie de sauvegarde est transmise sous pli scellé comportant la mention lisible : « copie de sauvegarde », le libellé de la consultation ainsi que le nom et/ou la dénomination sociale du candidat en recommandé avec accusé de réception.

Si un virus est détecté sur les candidatures ou les offres transmises par voie électronique ou si elles ne sont pas parvenues au représentant du pouvoir adjudicateur dans le délai imposé ou bien n'ont pas pu être ouvertes par le représentant du pouvoir adjudicateur, celui-ci procède à l'ouverture de la copie de sauvegarde sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais et sans détection de programme informatique malveillant.

La copie de sauvegarde est conservée en cas d'ouverture conformément aux dispositions des articles R.2184-12 et R.2184-13 du CCP.

Si au contraire elle n'a pas été ouverte ou si elle a été écartée suite à la détection d'un programme malveillant, celle-ci est détruite.

IV. Remarques complémentaires

- Les avis d'appels publics à la concurrence en ligne sont consultables librement sans aucune contrainte d'identification.
- Le représentant du pouvoir adjudicateur s'engage sur l'intégrité des documents mis en ligne. Ces mêmes documents sont disponibles imprimés sur papier et conservés dans les locaux du service marchés du

représentant du pouvoir adjudicateur et dans ce cas sont les seuls faisant foi sous cette forme.

- Les candidats sont vivement invités à parcourir l'ensemble des documents disponibles sur le site PLACE, dans sa rubrique « Aide ».
- Ces documents décrivant l'utilisation du site www.marches-publics.gouv.fr font partie intégrante du règlement de consultation.
- Le retrait des documents électroniques n'impose pas aux candidats de déposer électroniquement leur offre, et inversement.
- Le candidat doit s'assurer que les messages envoyés par PLACE notamment, nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.